

DÉBATS CHINE

« Ceux qui se lamentent du retard de la recherche occidentale risquent de tomber dans le piège tendu par l'Etat-parti chinois »

TRIBUNE

Isabelle Feng

Juriste

Le régime de Xi Jinping, ayant droit de vie ou de mort sur la carrière académique, a fixé le nombre de publications comme critère primordial d'évaluation, analyse Isabelle Feng, vice-présidente du cercle de réflexion Asia Centre, dans une tribune au « Monde ». Elle rappelle la très faible liberté des chercheurs et l'importante corruption qui gangrène le pays.

Publié le 19 février 2026 à 17h00, modifié à 02h52 | Lecture 4 min.

Article réservé aux abonnés

Parfois, le silence en dit plus qu'un long discours. Le dernier classement mondial des universités réalisé par les chercheurs de l'université de Leyde (Pays-Bas) a beaucoup ému les médias occidentaux, tels le *New York Times* ou *Le Monde*, qui y voient l'ascension fulgurante des universités chinoises dont huit figurent dans le top 10. D'ordinaire, un tel palmarès suscite la fierté nationale sur les réseaux sociaux chinois et donne l'occasion aux porte-voix de Pékin de chanter « *L'Est monte et l'Ouest descend* », le nouveau mantra du Parti communiste chinois (PCC).

Lire aussi | [« L'ascension des universités chinoises fait vaciller les certitudes occidentales »](#)

Paradoxalement, le classement néerlandais est devenu source de moqueries pour les internautes chinois, éberlués d'y découvrir Oxford (Royaume-Uni) battue par l'université Zhengzhou (Chine). Le silence assourdissant des médias officiels trahit l'embarras du régime, car le classement de Leyde, fondé sur le nombre de publications scientifiques, rappelle surtout aux Chinois les scandales à répétition des *paper mills* – ces « moulins à papier » qui fabriquent à la demande des articles scientifiques tarifiés. Le 23 janvier, la National Nature Science Foundation of China a publié une liste de 46 universitaires sanctionnés pour des « *comportements frauduleux sur la publication de recherches scientifiques* ». Ce n'est que la partie émergée de l'iceberg du *xueshu fubai* (la « corruption académique ») qui gangrène les universités du pays depuis trois décennies.

Il serait cependant injuste d'accuser les chercheurs et scientifiques chinois, non moins compétents et brillants que leurs pairs étrangers, d'être à l'origine d'une telle calamité. Les fraudes scientifiques et la contrainte du *publish or perish* (« publier ou périr ») existent dans tous les pays, mais la pression a pris une tout autre ampleur dans la République populaire de Chine (RPC) où le parti unique, ayant droit de vie ou de mort sur la carrière académique, a fixé le nombre de publications comme critère primordial d'évaluation, même pour les professeurs de lycée. Il est donc peu étonnant que la RPC ait dépassé les Etats-Unis dès 2017 dans le classement du nombre de publications scientifiques. En dépit de la sempiternelle « *zéro tolérance* » martelée contre le *xueshu fubai*, Pékin laisse les *paper mills* prospérer. Nombreux sont les cadres du PCC tombés dans la campagne anticorruption avec de faux diplômes en poche et des publications trafiquées dans leurs CV...

Perversion du jeu académique

Mais le parti n'a entamé le vrai nettoyage qu'à partir de la fin 2023, après que son linge sale a été exhibé aux yeux du monde entier par le scandale Hindawi, éditeur de près de 400 revues en *open access* (« accès ouvert »). Cette année-là, Hindawi a rétracté plus de 9 600 articles issus de pratiques frauduleuses, dont 8 200 avaient été signés par les chercheurs chinois. La revue *Nature* a révélé également que plus de 17 000 articles dont les auteurs sont chinois ont été retirés entre 2021 et 2023 – un record dans l'histoire des publications scientifiques. L'affaire Hindawi a non seulement remué le débat sur le modèle économique du mode de publication dit *open access* avec APC (*article processing charges*), selon lequel l'auteur doit payer pour publier, mais aussi montré comment Pékin a perverti le jeu académique global.

Lire aussi | [Classement de Shanghai 2025 : « L'Europe doit affirmer ses priorités, en promouvant son propre classement des universités »](#)

Déjà, en 2017, le PCC a forcé des éditeurs prestigieux, dont Cambridge University Press et Springer Nature, à censurer certains articles « *sensibles* ». Le pouvoir dissuasif du régime totalitaire va de pair avec l'épaisseur de son portefeuille. A titre d'exemple, les auteurs chinois ont versé 650 millions de dollars [*551 millions d'euros*] en 2022 pour payer les APC, de quoi acheter des pans entiers des numéros spéciaux de Hindawi, dont 65 % des auteurs résidaient en RPC. Ironie du sort, c'était pour se positionner sur un marché chinois en plein développement que l'éditeur américain Wiley avait acquis en 2021 l'égyptien Hindawi pour 298 millions de dollars... avant de l'enterrer deux ans plus tard !

Il se peut que les éditeurs occidentaux examinent depuis les textes proposés par les scientifiques chinois avec plus de précaution. Dans un article publié le 30 janvier par le réputé *British Medical Journal*, quatre chercheurs français et australiens ont utilisé un modèle automatique pour repérer les textes sortis des *paper mills* sur l'ensemble du corpus publié sur le cancer de 1999 à 2024, et concluent que « 36 % des articles chinois » – soit plus de 170 000 – ont été signalés, contre 2 % des textes américains...

« Mauvaise nouvelle pour tout le monde »

Ceux qui, fascinés par le remarquable rattrapage technologique chinois, se lamentent du retard de la recherche occidentale risquent de tomber dans le piège tendu par l'Etat-parti. Comme le recommande le général chinois [*du VI^e siècle av. J.-C.*] Sun Tse dans *L'Art de la guerre*, la plus belle victoire est de faire croire à l'adversaire qu'il est battu d'avance. L'apparente supériorité technologique vantée par le régime est le résultat du travail collectif de ses scientifiques, mais surtout le fruit du pouvoir absolu du PCC d'allouer les budgets, à sa guise, aux industries qu'il considère comme « *stratégiques* », sans se soucier ni de protection sociale, ni de la liberté de ses citoyens, y compris celle de ses chercheurs. Sans doute plus révélateur que celui de Leyde, l'indice de liberté académique, réalisé par une équipe de chercheurs germano-suédois, a établi que le score de la Chine de Xi Jinping a dégringolé de 0,64 en 2015 à 0,07 en 2025. Parmi les 179 pays sondés, la RPC est tombée à la 172^e place, derrière Cuba et l'Afghanistan...

Lire l'enquête : [Avec les nouvelles technologies Made in China 2025, Pékin rêve d'autarcie](#)

D'ailleurs, les chercheurs chinois ont vu la part des coauteurs américains chuter fortement dans leurs collaborations internationales, de près de 50 % en 2018 à moins de 30 % en 2023, ce qui inquiète la revue *Nature*, pour qui ce déclin est « *une mauvaise nouvelle pour tout le monde* ». Pourtant, selon une étude menée en 2023 par l'économiste français Philippe Aghion (Prix Nobel 2025), la recherche chinoise est bien plus dépendante des collaborations américaines que l'inverse. L'avenir dira si, isolée, la première restera compétitive et innovante. Comme le dit un proverbe chinois : c'est en les promenant côte à côte qu'on peut distinguer un cheval d'une mule.

¶ **Isabelle Feng** est chercheuse associée au Centre Perelman de philosophie du droit à l'Université libre de Bruxelles et vice-présidente du cercle de réflexion Asia Centre.

Isabelle Feng (Juriste)

Le Monde Guides d'achat

Découvrir

Blenders

Les meilleurs blenders

Ponceuses triangulaires

Les meilleures ponceuses triangulaires

Machines à café haut de gamme

Les meilleures machines à café de 500 à 1 000 euros

Voir plus

Partenaire